

Retour à la croissance en Allemagne et en Suisse

Après la récession économique des années 2008 et 2009, l'Allemagne, profitant de la reprise de la demande mondiale, affiche en 2010 un retour à la croissance qui n'efface cependant pas totalement le recul de l'année précédente. La Suisse, pour sa part, regagne son niveau d'avant-crise.

Tous les pays non européens membres du G20 ont enregistré une croissance de leur produit intérieur brut (PIB) en 2010. Sauf au Japon et au Mexique, celle-ci n'a pas ou peu été interrompue par la crise de l'année précédente.

Au contraire, au sein des pays européens, cette reprise est loin d'être uniforme, entre la Pologne qui n'a pas connu de récession et la Grèce qui s'y enfonce.

L'Allemagne, dont la croissance (+3,6 %) n'efface pas totalement le recul de 2009 (-4,7 %), affiche le meilleur résultat après la Suède, la Slovaquie, la Pologne et Malte. Cette croissance est le double de celle de l'Union européenne. Un an plus tôt, les prévisions étaient bien plus prudentes.

Près de 40,5 millions d'actifs, salariés ou non salariés, ont contribué à cette performance économique. Cet essor de la population active occupée (+0,5 %) est marqué dans les secteurs du BTP et des services et plus particulièrement dans le travail intérimaire. L'emploi industriel recule cependant de 1,7 %.

Rebond de l'activité dans l'ensemble des secteurs en Allemagne

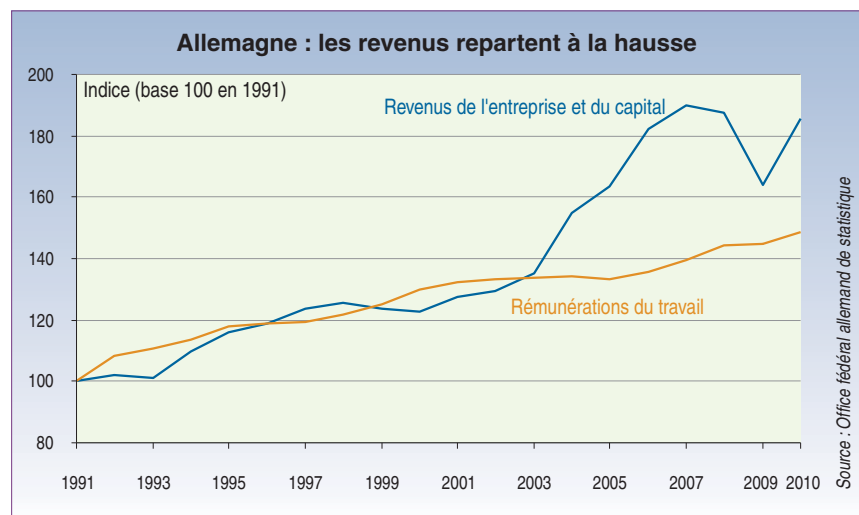
Le nombre d'heures travaillées a connu une croissance de 2 %. La reprise de l'activité a entraîné la suppression des mesures de réduction du temps de travail et la réapparition des heures supplémentaires. En conséquence, la productivité augmente plus fortement par emploi (+3,1 %) que par heure travaillée. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue de près de 300 000 personnes et repasse sous le seuil des trois millions.

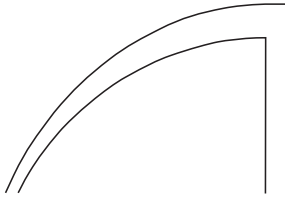
Par secteur, le rebond de l'activité est d'autant plus important que son

recul l'avait été en 2009 : +10,1 % dans l'industrie hors BTP (-16,7 % en 2009), +3,2 % dans le commerce, l'hébergement et les transports (-6,0 % en 2009). Par ailleurs, l'activité du BTP progresse pour la première fois depuis 1999.

La croissance économique de 2010 est tirée par la demande extérieure comme intérieure. Le solde du commerce extérieur contribue de nouveau à la croissance pour 1,1 point. Les investissements repartent (+1,8 point de croissance), surtout ceux consacrés à l'équipement. La contribution des dépenses de consommation est moindre, l'arrêt de la prime à la casse au 1^{er} janvier freinant les dépenses privées.

Avec +6 % en 2010, la progression du revenu national affiche son meilleur résultat depuis 1992. Si les rémunérations du travail augmentent de 2,6 % après une quasi-stagnation en 2009, les revenus de l'entreprise et du capital, avec +13,2 %, effacent les pertes observées pendant la crise.





Leur part dépasse à nouveau le tiers du revenu national.

L'évolution des salaires et des traitements bruts, en hausse de 2,7 % en 2010, reflète le net recul du chômage partiel, la hausse des rémunérations horaires et l'augmentation du nombre de salariés. En net, l'augmentation est encore plus forte (+3,9 %). Le revenu disponible des ménages s'est accru de 2,6 %, les dépenses de consommation ne progressant que de 2,4 % et le taux d'épargne s'élevant de 0,3 point.

Le déficit public atteint 88,6 milliards d'euros, les recettes ayant moins augmenté que les dépenses en 2010. Le seuil fixé par le Traité de Maastricht, déjà atteint en 2009, se trouve dépassé (3,3 %) pour la première fois depuis 2005.

Une croissance supérieure dans les Länder du sud

Les cinq Länder du sud, dont les deux jouxtant l'Alsace, ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. Parmi eux, seule la Rhénanie-Palatinat, dont le PIB progresse de 4,8 %, efface son recul de 2009. L'industrie manufacturière redevient moteur de sa croissance en contribuant aux deux tiers de celle-ci. En particulier, l'activité de l'industrie chimique croît de 37 % et la seule déception vient du secteur des machines-outils pour lequel le marché intérieur continue de baisser. L'activité du secteur tertiaire repasse au-dessus du niveau de 2008 (+2,3 %), mais tirée par les services non marchands et non par le commerce comme au niveau national.

La tendance du marché du travail est identique à celle observée au plan national. Les activités financières ou immobilières et les services aux entreprises y contribuent le plus.

La plus forte hausse du PIB des seize Länder revient au Bade-Wurtemberg (+5,5 %), sans toutefois retrouver son meilleur niveau. La demande en biens industriels conduit à une augmentation de la valeur ajoutée brute de l'industrie de 15 %, après une perte de 22 % en 2009. La contribution positive de la métallurgie, de l'industrie automobile, des équipements et appareils de radio, télévision et communication, des équipements électriques contraste avec une quasi-stagnation dans les produits chimiques. Côté services, le commerce et les télécommunications entraînent la reprise.

Si les heures travaillées ont augmenté de 2,8 % en 2010, l'effectif salarié et non salarié n'évolue que de 0,4 % : la reprise de l'activité s'est surtout traduite par la pleine réutilisation de la main-d'œuvre mise en chômage partiel en 2009. Dans l'industrie, la progression du nombre des heures travaillées (+4,7 %) n'empêche cependant pas la baisse des effectifs (-1,5 %). Le taux de chômage repasse en dessous des 5 % et reste le plus bas après celui de la Bavière.

Suisse : finances et BTP en pointe

Hormis Malte et la Macédoine, la Suisse est le seul pays européen à

avoir pu effacer, dès 2010, la récession subie au cours des années 2008 et 2009. Au vu des premières estimations disponibles, son PIB a augmenté de 2,6 % en valeur réelle après avoir baissé de 1,9 % en 2009. La balance commerciale des services, les investissements et la consommation des ménages ont contribué à cette croissance. La consommation publique est la seule à diminuer. Par secteur, la reprise a été soutenue par l'intermédiation financière et le BTP (plus de 4 %), mais aussi par l'industrie avec un rattrapage de la moitié des pertes de 2009.

En 2010, le nombre d'emplois a augmenté de 1,2 % et, pour la première fois depuis début 2007, davantage dans le secondaire (+1,4 %) que dans le tertiaire (+1,1 %). Certaines activités ont néanmoins connu des pertes d'emplois, il s'agit des fabrications d'équipements, de la restauration et des activités créatives et plus localement de l'industrie et du BTP en Suisse du Nord-Ouest.

Le nombre de chômeurs a reculé de janvier à octobre, avant de reprendre une pente ascendante saisonnière. En moyenne annuelle, la Suisse compte un peu plus de 150 000 chômeurs, soit 50 000 de plus par rapport à l'avant-crise et 6 000 par rapport à 2009. Le taux de chômage augmente de 0,2 point et s'établit à 3,9 %.

■ Sébastien CARLOTTI